L'urgence d'une hausse des tarifs de l'eau

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
January 2025

Face Ã une situation de plus en plus prÃ©occupante en matiÃ¨re de gestion de l'eau, la Tunisie se voit dans l'obligation de rÃ©viser ses tarifs afin de rÃ©pondre aux dÃ©fis posÃ©s par la crise hydrique qui frappe le pays. Cette rÃ©vision est dÃ©sorma perÃ§ue comme une mesure indispensable pour assurer la durabilitÃ© des ressources en eau et garantir leur gestion responsable Ã long terme.

Saoussen Ben Nasr, directrice adjointe de l'unitÃ© de modÃ©lisation Ã l'Institut tunisien de la compÃ©titivitÃ© et des Ã©tudes quantitatives (ITCEQ), a annoncÃ© qu'en collaboration avec l'Agence franÃ§aise de dÃ©veloppement (AFD), l'ITCEQ a rÃ©alisÃ© une Ã©tude approfondie visant Ã fournir Ã l'Ã‰tat tunisien un modÃ¨le Ã©conomique permettant d'Ã©valuer les effe changements climatiques sur l'agriculture et l'Ã©conomie du pays. Cette Ã©tude a pris en compte l'ensemble des dimensions du secteur financier, en analysant notamment la rentabilitÃ© du secteur bancaire, les taux de crÃ©dit, ainsi que l'endettement des agriculteurs et des secteurs public et privÃ© dans leur ensemble. Cette Ã©tude s'est concentrÃ©e sur l'impact des changements climatiques, en abordant deux scÃ©narios, le scÃ©nario le plus pessimiste Ã©tant le plus proche de la rÃ©alitÃ© tunisienne, a-t-elle soulignÃ©, lors de son passage sur les ondes d'une radio privÃ©e. Mme Ben Nasr a ajoutÃ© que les projections indiquent que les changements climatiques auront des rÃ©percussions notables sur le secteur agricole, avec une baisse de la croissance estimÃ©e Ã -0,5 % par an. En outre, prÃ¨s de 200 000 emplois risquent d'Ãªtre perdus d'ici 2050, principalement dans l'agriculture. Elle a Ã©galement soulignÃ© que ces scÃ©narios mettent en Ã©vidence un dÃ©sÃ©quilibre croissant dans les finances publiques de la Tunisie, avec une augmentation du dÃ©ficit commercial et courant, ainsi qu'une dÃ©prÃ©ciation du dinar tunisien.

Face Ã cette situation, l'Ã©tude propose deux hypothÃ¨ses principales pour aider la Tunisie Ã s'adapter aux changements climatiques. La premiÃ¨re hypothÃ¨se repose sur une politique de compensation centrÃ©e sur l'agriculture, avec des investissements dans des stations de dessalement et la construction de barrages pour amÃ©liorer les ressources en eau. Toutefois, cette option entraÃ®nerait un endettement important et un accroissement des dÃ©ficits Ã©conomiques. La seconde hypothÃ¨se, jugÃ©e plus favorable par l'experte, consiste Ã mettre en place une gestion plus rationnelle de l'eau, en investissant simultanÃ©ment dans le secteur agricole tout en prenant en compte les secteurs du tourisme et de l'industrie. Cette approche inclut Ã©galement des rÃ©formes Ã©conomiques et des investissements dans la recherche scientifique pour amÃ©liorer la productivitÃ© du travail, stimuler la croissance et maÃ®triser l'inflation.

Dans le cadre de cette mÃªme Ã©tude, Ben Nasr a formulÃ© plusieurs recommandations, dont la rÃ©vision de la tarification de l'eau, jugÃ©e trop faible pour couvrir les coÃ»ts de production actuels. Elle a soulignÃ© que cette rÃ©vision permettrait Ã la SociÃ©tÃ© nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE) de gÃ©nÃ©rer des ressources supplÃ©mentaires tout en encourageant une gestion plus Ã©conomique de l'eau. Mme Ben Nasr a Ã©galement insistÃ© sur l'importance d'adopter des technologies modernes pour l'irrigation agricole, afin de rÃ©duire la consommation d'eau tout en prÃ©servant les rÃ©coltes.

Meriem Khdimallah, La Presse (Tunis) -Â AllAfrica